

Hong Kong : l'Apple Daily, dernier journal d'opposition de langue chinoise réduit au silence

lundi 21 juin 2021, par [DONNET Pierre-Antoine](#) (Date de rédaction antérieure : 20 juin 2021).

Jeudi 17 juin, quelque 500 officiers de police ont, tôt dans la matinée, pénétré dans les locaux du quotidien d'opposition de Hong Kong Apple Daily. Son rédacteur en chef Ryan Law, de même que quatre autres dirigeants du journal, ont été arrêtés en vertu de la loi sur la sécurité nationale. La police a perquisitionné leurs bureaux et fouillé les ordinateurs. Le dernier bastion de la presse libre de l'ancienne colonie britannique était, du même coup, réduit au silence.

Ce samedi 19 juin, un juge a refusé la liberté sous caution au directeur général et au rédacteur en chef.

Dans le même temps, la police a gelé les avoirs du journal et de trois sociétés affiliées, Apple Daily Limited, Apple Daily Printing Limited et AD Internet Limited, pour un total de 18 millions de dollars hongkongais, soit 2,32 millions de dollars américains.

Les policiers étaient munis d'un ordre de perquisition leur permettant de confisquer les matériels journalistiques, une première dans l'histoire de Hong Kong. Ils ont ensuite fouillé les disques durs des ordinateurs, confisqué des dossiers et des notes des journalistes.

« CONSPIRATION »

« Nous avons des preuves irréfutables de la présence d'articles qui ont joué une part cruciale dans une opération de conspiration, dans laquelle [le journal] s'est rendu coupable de fournir des munitions à des pays étrangers » qui ont adopté des sanctions contre Hong Kong, a déclaré plus tard le superintendant de la police, Li Kwai-wah, lors d'une conférence de presse.

Un peu plus tard encore, cinq dirigeants du journal ont été tirés du lit au petit matin par des officiers de police et arrêtés pour *« collusion avec un pays étranger »*, tandis que leur domicile était fouillé de fond en comble.

Les mouvements des policiers dans les locaux du journal ont été filmés puis retransmis en direct par l'Apple Daily sur son compte Facebook. Ces images ont montré plusieurs dizaines de véhicules de police entourant le journal et les forces de l'ordre en train de pénétrer dans les locaux du journal, pour ensuite emporter des cartons et des documents.

John Lee, le secrétaire à la sécurité de Hong Kong, a ensuite qualifié les responsables du quotidien arrêtés comme les agents d'une conspiration. *« Nous ne parlons pas ici du travail des médias et des journalistes, a déclaré John Lee. Ce dont nous parlons, c'est d'une conspiration dans le cadre de laquelle des suspects ont tenté d'utiliser un travail de journaliste pour en réalité faire preuve de collusion avec un pays étranger ou des éléments extérieurs. »*

Le fait de *« collusion avec des puissances étrangères »* est l'un des quatre motifs de crimes en vertu desquels toute personne reconnue coupable peut être punie de la prison à perpétuité, selon la loi sur la sécurité nationale. Cette dernière a été imposée à Hong Kong en juin l'an dernier. D'après bien des analystes, elle a pour but de réduire au silence toute forme d'opposition à Hong Kong.

DEUXIÈME RAID APRÈS L'ARRESTATION DU FONDATEUR JIMMY LAI

Le raid de jeudi dans les locaux de l'Apple Daily était le deuxième après celui mené en août l'an dernier lors duquel le fondateur du journal, Jimmy Lai, a été arrêté en vertu de la loi sur la sécurité nationale. Le milliardaire critique du Parti communiste chinois est notamment inculpé pour son rôle prétendu dans l'organisation des gigantesques manifestations de rue à Hong Kong qui ont rassemblé en 2019 jusqu'à deux millions d'habitants, soit plus du tiers de la population de l'ancienne colonie britannique. Jimmy Lai attend depuis son procès. Il risque la perpétuité.

Mais dans le dernier raid, les choses se sont passées différemment puisque des centaines d'officiers de police ont simultanément bloqué les entrées et les sorties du bâtiment pour ensuite extraire le personnel du journal des bureaux et salles de presse pour le conduire dans la cafétéria. « *Nous ne savons pas ce qui se passe à l'intérieur* », a souligné, terrifié, un membre du personnel cité jeudi 16 juin par le Washington Post.

Plus tard, la rédaction de l'Apple Daily a envoyé une lettre à ses lecteurs pour leur dire qu'elle était « sans voix » devant ce qui se passait. « *C'est comme si nous étions désarmés face à un régime qui exerce ses pouvoirs comme bon lui semble, soulignait cette lettre. Mais néanmoins, le personnel est là, décidé à rester.* » Une vidéo tournée jeudi matin montrait le rédacteur en chef Ryan Law escorté par la police, les mains menottées derrière le dos.

« LES JOURNALISTES NORMAUX SONT DIFFÉRENTS »

Vendredi, l'Apple Daily a réussi à distribuer une édition matinale du journal avec en première page des photos du raid policier. Son titre : « *Nous devons continuer* ». Imprimé à plus de 500 000 exemplaires contre un tirage habituel de 80 000, le journal s'est arraché en quelques heures, certains habitants en achetant dix exemplaires d'un coup pour les garder comme en témoignage d'une époque de libertés désormais révolue.

Dans le quartier de Mongkok à Kowloon, des centaines d'habitants faisaient la queue depuis les premières heures de la matinée dans l'espoir de pouvoir acheter un exemplaire du journal.

« *D'ordinaire, nous en vendons environ 60 exemplaires, mais aujourd'hui, nous en avons écoulé 1 800* », a dit un propriétaire de kiosque cité par l'AFP.

Un lecteur du journal, Steven Chox qui en acheté trois, a observé : « *Ce n'est pas un journal parfait, mais [l'Apple Daily] est une voix unique à Hong Kong. Vous pouvez ne pas l'aimer, mais je pense que vous devez leur permettre de dire ce qu'ils pensent, de parler et de survivre. C'est important.* »

Le journal trouvera-t-il les moyens et surtout le courage de continuer à imprimer dans les jours et les semaines qui viennent. Rien n'est moins sûr. Certains observateurs à Hong Kong font valoir que ce sera sans doute bientôt fini. L'un des obstacles immédiats est en effet le gel de ses avoirs.

« *Cela fend le cœur* », a déclaré Bao Choyx, une journaliste locale du journal citée par l'AFP. « *Nous marchons dans un tunnel sombre. C'est sans fin. Je ne suis pas optimiste quant à l'avenir du journalisme à Hong Kong.* »

Le secrétaire à la sécurité de Hong Kong John Lee s'est voulu tout à la fois rassurant et menaçant.

« *Ce qui s'est passé n'a aucun rapport avec un travail normal de journaliste, a-t-il affirmé. La cible est ceux qui font usage journaliste comme d'un outil pour commettre des actes qui mettent en danger la sécurité nationale. Les journalistes normaux sont différents de ces derniers. Ne vous mêlez pas avec eux. Ne soyez pas impliqués avec eux, gardez vos distances.* »

En réaction, l'Association des journalistes de Hong Kong a estimé que les propos de John Lee avaient pour objectif de « *semer la peur et la panique chez les journalistes* ». L'Association a ajouté que la loi sur la sécurité nationale était maintenant devenue « *une arme pour poursuivre en justice les médias et les journalistes qui publient des informations et des articles considérés comme une*

menace pour la sécurité nationale ».

QUEL AVENIR POUR LE SOUTH CHINA MORNING POST ?

Il reste néanmoins un dernier bastion de l'information libre dans l'ancienne colonie britannique, mais anglophone celui-là : le South China Morning Post, fondé en 1903.

Mais son avenir semble lui aussi bien sombre. Propriété de l'énorme groupe chinois de commerce en ligne Alibaba dont le fondateur est Jack Ma, il publie chaque jour des articles pour une partie favorables à la Chine continentale, mais pour une partie aussi plus critique, sans jamais toutefois s'en prendre nommément au numéro un chinois Xi Jinping.

Il se trouve que Jack Ma, qui a été contraint de faire profil bas, n'est visiblement plus en odeur de sainteté Pékin.

Les jours de ce journal sont-ils donc aussi comptés ? Le South China Morning Post a dénombré vendredi 334 articles publiés par l'Apple Daily avec le mot clé « *sanctions étrangères* » depuis 2019, l'année où la police a commencé à suivre les articles du journal.

Désormais, les journalistes à Hong Kong vont donc devoir pratiquer l'autocensure, de peur d'être traduits en justice pour une phrase jugée menaçante. La presse locale sera donc muselée, à l'image de celle du continent chinois qui se doit d'être un fidèle porte-parole de la ligne politique du Parti qui célèbre à la mi-juillet le centenaire de sa fondation.

Même chose sans doute pour les journalistes étrangers à Hong Kong. Certains se posent la question : « *Va-t-on frapper à ma porte un beau matin ?* » Des bureaux de la presse étrangère basés se demandent ainsi s'il ne serait pas préférable de quitter la ville pour s'installer ailleurs. Taipei, Manille ou Séoul ?

P.-S.

<https://asialyst.com/fr/2021/06/19/hong-kong-apple-daily-dernier-journal-opposition-langue-chine-reduit-au-silence/>